COMPTE-RENDU de la RÉUNION du CONSEIL MUNICIPAL du 23 mai 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-trois du mois de mai à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Christine RICHARD, Maire.

Date de la convocation : 16 mai 2022

Présents : Christine RICHARD, Maire ; Tania LANGLAIS, Joël DRONNE, Adjoint ; Thierry MOREAU, Cédric CLAVREUL, Marion BODINEAU, Émerik GILBERT, Marguerite DELVAL, Maud LANGLAIS, Erwan CARAËS, Wesley BOISARD Conseillers Municipaux.

Excusés : Joël FROGET qui a donné pouvoir à Tania LANGLAIS, Graziella LEBEAU qui a donné pouvoir à Christine RICHARD, Karine LAUNAY qui a donné pouvoir à Maud LANGLAIS et Julien MICHELY qui a donné pouvoir à Joël DRONNE.

Madame le Maire déclare la séance ouverte à 20 heures 35.

Secrétaire de séance : Joël DRONNE.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte-rendu de la séance précédente.

ORDRE DU JOUR :

1. Tableau des effectifs
2. Frais de scolarités 2021-2022 ÉTRICHÉ
3. Cession de terrain
4. Commerce
5. Fête de la musique
6. Achat de matériel
7. Questions diverses

DCM2022/16 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Maire, rappelle au conseil municipal :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal, compte tenu des nécessités des services, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Cette modification, préalable aux nominations, entraîne la suppression de l'emploi d'origine, et la création d'un emploi correspondant au grade d'avancement.

Il convient donc de créer un poste de Rédacteur principal 2^{ème} classe et deux postes d'Adjoint technique principal 1^{ère} classe au 01/06/2022.

Le Maire propose :

- d'approuver le tableau des emplois permanents à temps complet ainsi modifié au 01/06/2022 :

Cadres d'emplois	Grades	Nb d'emplois
Filière administrative		
- Rédacteur	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	1
Filière technique		
- Adjoint technique principal	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	2

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide d'adopter :

- La suppression de deux emplois d'Adjoint technique principal 2^{ème} classe et la création de deux emplois d'Adjoint technique principal 1^{ère} classe.
- La suppression d'un emploi de Rédacteur et la création d'un emploi de Rédacteur principal de 2^{ème} classe.

Le tableau des emplois est modifié à compter du 01/06/2022.

DCM2022/17 – FRAIS DE SCOLARITÉS 2021-2022 ÉTRICHÉ

VU l'Article L212-8

- Modifié par LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 101

Lorsque les écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence. Lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le territoire de l'ensemble des communes constituant cet établissement est assimilé, pour l'application du présent article, au territoire de la commune d'accueil ou de la commune de résidence et l'accord sur la répartition des dépenses de fonctionnement relève de l'établissement public de coopération intercommunale.

À défaut d'accord entre les communes intéressées sur la répartition des dépenses, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil. Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires. Un décret en Conseil d'État détermine, en tant que de besoin, les dépenses prises en compte pour le calcul du coût moyen par élève ainsi que les éléments de mesure des ressources des communes.

Toutefois, les dispositions prévues par les alinéas précédents ne s'appliquent pas à la commune de résidence si la capacité d'accueil de ses établissements scolaires permet la scolarisation des enfants concernés, sauf si le maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord à la scolarisation de ces enfants hors de sa commune. Pour justifier d'une capacité d'accueil au sens du présent alinéa, les établissements scolaires doivent disposer à la fois des postes d'enseignants et des locaux nécessaires à leur fonctionnement.

En outre, le maire de la commune de résidence dont les écoles ne dispensent pas un enseignement de langue régionale ne peut s'opposer, y compris lorsque la capacité d'accueil de ces écoles permet de scolariser les enfants concernés, à la scolarisation d'enfants dans une école d'une autre commune proposant un enseignement de langue régionale et disposant de places disponibles. La participation financière à la scolarisation des enfants concernés fait l'objet d'un accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence. A défaut d'accord, le représentant de l'État dans le département réunit les maires de ces communes afin de permettre la résolution du différend en matière de participation financière, dans l'intérêt de la scolarisation des enfants concernés.

Par dérogation aux quatrième et cinquième alinéas, un décret en Conseil d'État précise les modalités selon lesquelles, sans préjudice du dernier alinéa du présent article, une commune est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire lorsque leur inscription dans une autre commune est justifiée par des motifs tirés de contraintes liées :

1° Aux obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ;

2° À l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;

3° À des raisons médicales.

Ce décret précise, en outre, les conditions dans lesquelles, en l'absence d'accord, la décision est prise par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement est substitué au maire de la commune de résidence pour apprécier la capacité d'accueil et donner l'accord à la participation financière.

La scolarisation d'un enfant dans une école d'une commune autre que celle de sa résidence ne peut être remise en cause par l'une ou l'autre d'entre elles avant le terme soit de la formation préélémentaire, soit de la scolarité primaire de cet enfant commencées ou poursuivies durant l'année scolaire précédente dans un établissement du même cycle de la commune d'accueil.

CONSIDÉRANT

La commune de BARACÉ ne dispose pas d'école publique.

Des enfants domiciliés à BARACÉ ont été scolarisés à :

- L'école publique d'ÉTRICHÉ « Alphonse Daudet » pour l'année scolaire 2021-2022 : 3 en maternelle et 11 en élémentaire

- L'école privée d'ÉTRICHÉ « Les Templiers » pour l'année scolaire 2021-2022 : 1 en maternelle et 2 en élémentaire.

PROPOSITION DU MAIRE

- 1) de retenir le critère du coût par élève comme mode de calcul de la participation financière de BARACÉ au titre de l'année scolaire 2021-2022, et d'approuver les coûts de fonctionnement de la façon suivante :

MATERNELLE	
Chapitre ou Compte	Montant
Fonctionnement - Dépense	57 311.06 €
011 - Charges à caractère général	14 897.69 €
60611 - Eau et assainissement	411.79 €
60612 - Énergie - Électricité	1 147.14 €
60621 - Combustibles	2 218.85 €
60631 - Fournitures d'entretien	3 137.69 €
6065 – livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	986.73 €
6067 - Fournitures scolaires	4 875.49 €
615221 - Entretien et réparations bâtiments publics	62.13 €
6156 - Maintenance	1 253.92 €
617 – Etudes et recherches	419.00 €
6262 - Frais de télécommunications	339.05 €
6284 – Redevances pour services rendus	45.90 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	42 413.37 €
6411 - Personnel titulaire	38 570.34 €
6413 - Personnel non titulaire	3 843.03 €

ÉLÉMENTAIRE	
Chapitre ou Compte	Montant
Fonctionnement - Dépense	35 164.38 €
011 - Charges à caractère général	14 342.44 €
60611 - Eau et assainissement	411.79 €
60612 - Énergie - Électricité	1 143.40 €
60621 - Combustibles	2 414.47 €
60631 - Fournitures d'entretien	2 672.46 €
60632 - Fournitures de petit équipement	216.56 €
6065 - Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	605.71 €
6067 - Fournitures scolaires	3 239.24 €
615221 - Entretien et réparations bâtiments publics	1 559.47 €
6156 - Maintenance	1 210.72 €
617 – Etudes et recherches	419.00 €

6262 - Frais de télécommunications	403.72 €
6284 – Redevances pour services rendus	45.90 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	20 821.94 €
6411 - Personnel titulaire	16 978.91 €
6413 - Personnel non titulaire	3 843.03 €

2) de fixer le coût par élève à 971,37 euros pour la Maternelle et 390,72 euros pour l'Élémentaire,

3) de fixer la participation financière de BARACÉ à **8 964,84 euros pour l'année scolaire 2021-2022**

971,37 x 4 élève de maternelle = 3 885,48 euros

390,72 x 13 élèves d'élémentaire = 5 079,36 euros

4) d'autoriser le Maire de la commune d'ÉTRICHÉ à émettre un titre de recette à l'encontre de la commune de BARACÉ pour un montant de 8 964,84 euros.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la proposition ci-dessus sans modification.

DCM2022/18 – CESSION DE TERRAIN

Pour faire suite à une demande de Monsieur et Madame HERVO, futurs propriétaires de Launay, Madame le Maire propose au conseil municipal de céder une portion du chemin communal.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- **DE CÉDER** une portion de voie communale n°4 de 491 m² à Monsieur et Madame HERVO Benjamin et Sophie, les frais de géomètre et de notaire seront à leur charge.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou à défaut ses Adjoints, à signer l'acte à intervenir chez Maître Sandrine MARADAN.

DCM2022/19 – COMMERCE

En attendant que les gérants de « Chez Lulu » récupèrent l'activité de la Poste, le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 13 POUR et 2 CONTRE (Cédric CLAVREUL et Erwan CARAËS), décide de diminuer les loyers d'avril, mai et juin de moitié soit 200 € par mois.

DCM2022/20 – FÊTE DE LA MUSIQUE

La fête de la musique aura lieu le vendredi 24 juin sur la Place de l'Église. Le commerce s'occupera de la buvette et de l'animation, le Comité des Fêtes de la restauration. La commune s'occupe des ordures ménagères, de l'éclairage public et du rétrécissement de la chaussée.

Sur proposition de Madame le Maire, le conseil municipal décide de verser une subvention de 100 € au Comité des Fêtes pour participer aux frais.

Plusieurs devis ont été demandés auprès de différents fournisseurs afin de pouvoir remplacer le tracteur de la commune, 2 ont été retenus par la commission Voirie/Service technique :

- entreprise CLASS de Baugé : Massey Ferguson 5608 de 2014 avec chargeur, 3 700 heures, 85 chevaux, pneus neufs, moteur refait suite à une casse, garantie 3 mois, prix avec reprise 22 500 € HT.
- entreprise GADET de Baracé : John Deere 5085 M de fin 2014 avec chargeur, 2 780 heures, 85 chevaux, usure des pneus de 5 à 15%, tri flash, garantie 6 mois, prix avec reprise 25 000 € HT.

Sur proposition de Madame le Maire, après en avoir délibéré, par 12 POUR et 3 ABSTENTIONS (Cédric CLAVREUL, Emerik GILBERT et Erwan CARAËS), le conseil municipal décide d'acquérir le tracteur John Deere auprès de l'entreprise GADET pour 25 000 € HT avec reprise de l'ancien tracteur.

QUESTIONS DIVERSES

1. COMMISSIONS CCALS :

PLUI : Madame Tania LANGLAIS expose au conseil municipal les zones à urbaniser sur la commune.

2. COMMISSIONS COMMUNALES :

- Cadre de vie : La POP ID, espace de vie social itinérant, sera présente sur le marché mardi 7 juin ainsi qu'un fromager qui sera là une semaine sur deux.
Conseil Municipal des Jeunes : projet avec l'AURA (Agence d'Urbanisme de la Région Angevine), maquette réalisée par les jeunes. Le 11 juin se tiendra la journée citoyenne avec apéro offert par la commune.
 - Enfance-jeunesse : Aucune fréquentation lors des ouvertures de l'Espace jeunes.
3. La pompe de relevage a été remplacée par une plus puissante sur l'aire de camping-cars.
 4. Les travaux pour le déplacement du Bac de Prignes ont commencé côté Seiches.
 5. L'inauguration de l'exposition d'art par la Maison Perce-Neige se tiendra le 24 juin sur l'aire du Rodiveau.
 6. Madame le Maire informe les conseillers que nous allons devoir recruter un agent recenseur pour la fin de l'année. Un article sera mis dans le bulletin de juillet.
 7. La commune a réservé le broyeur auprès du syndicat les 3 RD'ANJOU du 29 juin au 1^{er} juillet.
 8. Madame le Maire propose de faire une visite vélo soit le 3 ou le 10 juillet.
 9. Permanences législatives le 12 et 19 juin.

Plus personne ne demandant la parole, et l'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 22 h 15.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.